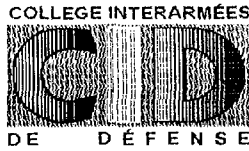


Cote : 1998-16

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE



1998-16

PARIS, le 14 novembre 1997

FICHE

A l'attention du
CV FAVARO
CADRE PROFESSEUR GROUPE B4

Division B

Objet :
MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

Officier traitant
CDT de COURCY
Tel : 01 44 42
Fax : 01 44 42

Pièce jointe :
Carte de l'ex-URSS

BP 46
00445 ARMEES

INTITULE DU MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE :

QUEL AVENIR POUR LES REPUBLIQUES DE
L'ex -URSS ?

PLAN DU MEMOIRE

INTRODUCTION

1. UNE SOIF D'INDEPENDANCE PIEGEE PAR L'HERITAGE COMMUNISTE

11. LE POIDS DE L'HISTOIRE

- 111. La Russie tsariste
- 112. L'espoir déçu de la révolution
- 113. La terreur stalinienne
- 114. L'attente et le réveil

12. LE PROBLEME DES FRONTIERES

- 121. Des frontières artificielles
- 122. Des frontières fragiles
- 123. Des frontières contestées

2. LE RETOUR A LA RAISON APRES L'EUPHORIE DE L'INDEPENDANCE

21. L'INTEGRATION : UN MAL NECESSAIRE

- 211. La réalité quotidienne s'impose
- 212. Les différentes tendances

22. LES REPUBLIQUES A HAUT POTENTIEL D'INDEPENDANCE

- 221. Le Turkménistan
- 222. L'Ouzbékistan
- 223. L'Azerbaïdjan

23. UN NOUVEAU « PACTE DE VARSOVIE »

- 231. Le Kazakhstan
- 232. Le Kirghizstan
- 233. Le Tadjikistan
- 234. La Biélorussie

24. LES ETATS INDECIS

25. LES PAYS « IRRECUPERABLES »

- 251. Les Etats baltes
- 252. L'Ukraine

CONCLUSION

INTRODUCTION

A sa création improvisée, en décembre 1991, la Communauté des Etats Indépendants (CEI) a été considérée comme une structure provisoire destinée à organiser un divorce à l'amiable, un partage civilisé du patrimoine et des dettes de l'URSS, bref une alliance forcée, suscitée davantage par l'impossibilité de se séparer que par le désir de contribuer à la vie commune.

Confrontée au départ tant à l'indécision de Moscou qu'à la volonté des nouveaux Etats indépendants de s'approprier tous les attributs de la souveraineté, la CEI semblait promise à une existence éphémère ou tout au moins factice.

Néanmoins, dès l'automne 1993, elle avait réintégré les derniers récalcitrants et regroupait toutes les anciennes républiques soviétiques, à l'exception des trois Etats baltes.

La Russie a joué un grand rôle dans cette évolution. Après une éphémère tentative d'ouverture et d'intégration à l'ouest, la Russie a donné la priorité à la réorganisation de la CEI, clé de son redressement et de son retour en force sur la scène internationale. Le concept d'« étranger proche », apparu en 1992 et peu à peu imposé à l'Occident, témoigne de sa difficulté à accepter l'indépendance des républiques.

Ce néo-impérialisme ne va pas sans inquiéter les Etats membres de la CEI, y compris les plus alignés.

Selon leurs contraintes géographiques, leur niveau de dépendance énergétique et alimentaire, leur cohésion, les républiques se divisent entre partisans d'une intégration étroite, regroupés derrière la Russie et le Kazakhstan, et adversaires d'un retour à la centralisation supranationale, dont l'Ukraine, seul Etat capable de rivaliser avec Moscou est le chef de file. Entre ces deux tendances se situent les Etats qui restent très incertains sur leur sort, souvent lié à des alliances avec d'autres partenaires qui hésitent à investir dans ces régions.

Après un bref survol historique et une présentation des problèmes liés aux tracés des frontières, nous détaillerons la situation de chacune des républiques en précisant dans quelle position vis à vis de la Russie elles se trouvent à l'heure actuelle.

1. UNE SOIF D'INDEPENDANCE PIEGEE PAR L'HERITAGE SOVIETIQUE

11. LE POIDS DE L'HISTOIRE

Aujourd'hui plus que jamais, une certaine compréhension de la question des nationalités est essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à ce que le système soviétique représente, à ce qui est en train de se passer, et à ce vers quoi il se dirige. Environ la moitié des 290 millions d'habitants de l'Union soviétique n'appartient pas au groupe russe, et les nations non russes de l'URSS comme les russes eux-mêmes traversent régulièrement des phases intenses de réveil des nationalismes.

Pour mesurer la mutation actuelle des structures en ex-Union soviétique aujourd'hui, il faut prendre un peu de recul.

111. La Russie tsariste

En 1917 éclate la révolution, et l'empire tsariste vole en morceaux ; même scénario quand le système communiste implose. Et pourtant, dans les deux cas, des tendances lourdes à la reconstitution de formes unitaires se manifestent.

L'empire tsariste avait, par rapport à d'autres constructions coloniales, deux traits distinctifs : la continuité géographique et une formation à géométrie variable. La France et le Royaume-Uni ont étendu leur domination outre-mer par la conquête, et on distinguait facilement la métropole de ses colonies. La Russie s'est constituée à partir d'un centre en occupant l'espace périphérique. Sa construction s'est faite selon trois modes : l'intégration (Ukraine, Biélorussie), l'annexion (Arménie, Géorgie, pays baltes, Pologne, Finlande), et les conquêtes de type colonial classique (Caucase du nord, Sibérie, Asie Centrale).

Où passe la frontière de la Russie? Où commence-t-elle à l'ouest, où s'arrête-t-elle à l'est? A l'époque tsariste, faut-il intégrer l'Ukraine et la Biélorussie dans la métropole? Dans la littérature du XIX ème siècle et des débuts du XX ème, la Russie désigne l'empire tout entier. En fait, son histoire s'est vécue, depuis le centre, plus comme un état unique en formation que comme un empire colonial.

112. L'espoir déçu de la révolution

L'effondrement de cet immense empire en 1917 avait soulevé les espoirs des divers et nombreux peuples qui en étaient les vassaux ; il semblait qu'enfin on respecterait leurs droits nationaux.

Lénine et ses collègues avaient peu de sympathie pour les mouvements nationalistes à moins qu'ils ne pussent servir d'armes politiques dans la lutte révolutionnaire. Le sentiment national, pensaient-ils était un vestige bourgeois qui serait dépassé par une forme de conscience supérieure : « l'internationalisme prolétarien ».

Mais devant les réticences des communistes non russes, Lénine préféra opter pour le fédéralisme et la tolérance du « développement national ».

Sous Staline, L'Union Soviétique se mit à ressembler à un cimetière des nations, c'est à dire à toutes les nations sauf une. Bien que les russes dussent subir

la terreur stalinienne, ils furent néanmoins élevés au rang privilégié de nation dirigeante de l'URSS.

Comme Lénine l'avait prédit dans son testament, en ayant justement à l'esprit l'exemple de Staline, les *apparatchiks* russifiés d'origine non russe devenaient par zèle encore plus russes que les russes eux-mêmes.

113. La terreur stalinienne

Les dernières années de Staline furent marquées par la terreur contre les nations.

Déjà à la fin de la guerre il attribua un rôle prépondérant au peuple russe, alors que les Ukrainiens, les Biélorusses et les Juifs payèrent le plus lourd tribut.

Les déportations de groupes ethniques entiers ou des parties considérables de ceux-ci commencèrent avant la guerre, d'abord lors de la vague de russification massive puis sous prétexte qu'ils n'étaient pas dignes de confiance. Le même sort attendait sept autres nations qui furent accusées de trahison pendant cette guerre.

A la fin de 1943 les Kalmouks, les Kartchaïs et les Balkars furent déportés en masse. En février 1944, ce fut les Tchéchènes et les Ingouches. L'absurdité de ces déportations de milliers de personnes était d'autant plus manifeste que leur territoire n'avait pas été occupé par les Allemands! Ensuite vint le tour des Tatars de Crimée où on estime à plus de 100 000 le nombre de pertes subies par ce peuple.

La déportation à grande échelle fut utilisée pour vaincre la résistance opiniâtre qui se manifesta lorsque la domination soviétique s'imposa de nouveau à l'Ukraine occidentale et aux pays baltes. Ici la guerre contre les mouvements de guérilla nationalistes devait se poursuivre jusqu'au début des années 1950 et sacrifier des milliers et des milliers de vies humaines.

Il y eut d'autres groupes qui furent punis. Les soldats soviétiques, la moitié d'entre eux étaient des non-russes, capturés par les allemands, de même que les *Ostarbeiter* (travail obligatoire en Allemagne) étaient considérés par le régime soviétique comme des traîtres ou politiquement suspects. Environ 50% des cinq millions de soviétiques que les alliés s'étaient engagés de rapatrier d'Allemagne et d'ailleurs furent ainsi envoyés au goulag ou exilés en Sibérie et dans d'autres régions lointaines.

Peu de temps avant sa mort, Staline avait lancé une très violente campagne d'antisémitisme devant être suivie d'une déportation massive.

Sa mort le 5 mars 1953 mit un terme à ce projet.

114. L'attente et le réveil

Khrouchtchev trouva une situation apparemment calme. Le problème des nationalités semblait bien maîtrisé, les diverses résistances ayant été écrasées.

Cependant ce calme relatif, imposé par la force n'attendait que l'occasion favorable pour se transformer en tempête.

La perestroïka de Gorbatchev sonnera le réveil des nationalismes.

12. LE PROBLEME DES FRONTIERES

121. Des frontières artificielles

Les frontières intérieures et extérieures de l'Union soviétique ne survivront pas à son démembrement, ni dans leur tracé, ni dans leur essence.

Les premières sont dépourvues de toute légitimité territoriale et l'effondrement du régime, qui les a tracées et maintes fois redessinées, les prive de tout fondement et de toute rationalité : elles furent conçues de telle sorte qu'elles concourent à la préservation de l'unité de l'Etat soviétique et à l'aboutissement du processus révolutionnaire.

En tant que frontières extérieures d'Etats indépendants, elles ont désormais une toute autre finalité, peu compatible avec leur intangibilité.

Les secondes procédaient de rapports de forces que le dépérissement de l'Etat soviétique a bouleversé, sinon renversé : elles étaient naguère encore celle d'une grande puissance, elles sont devenues celles d'Etats naissants encore incapables d'assumer seuls leur défense.

Ainsi par exemple, en Asie centrale, la frontière qui séparait encore récemment la Chine et l'Union soviétique, sépare dorénavant un pays de plus d'un milliard d'habitants de trois nouveaux états, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, peuplés au total d'à peine plus de vingt millions d'habitants.

122. Des frontières fragiles

Le démembrement de l'Union soviétique ne met pas seulement en cause le tracé des frontières politiques, il précipite leur ouverture aux échanges économiques et politiques et bouleverse le tracé des frontières stratégiques : les frontières extérieures de l'Union soviétique ne constituaient pas seulement une ligne de démarcation entre Etats voisins, il s'agissait de zones frontalières hermétiques à la circulation des hommes ou des idées et de fronts opposés à la menace militaire extérieure.

Ces frontières s'ouvrent désormais et sont en partie démilitarisées. En revanche, les frontières intérieures de l'Union soviétique marquent dorénavant les limites territoriales de la souveraineté d'Etats indépendants et leur internationalisation implique leur fermeture relative à la circulation des hommes et des marchandises.

123. Des frontières contestées

Depuis le démembrement de l'Union soviétique, certains arguent du caractère exclusivement administratif des frontières intérieures de l'Union pour revendiquer la révision du tracé des frontières qui séparent les nouveaux Etats. Ainsi, certains Etats, naguère républiques fédérées, ont entamé des négociations

bilatérales afin de matérialiser leur frontière commune qui ne figurait jusqu'alors que sur des cartes de géographie. (En 1992, 15% du tracé des frontières intérieures de l'Union soviétique étaient matérialisés par des bornes frontalières).

Le pouvoir soviétique a maintes fois redessiné les frontières intérieures de l'Union au point que certaines d'entre elles sont parmi les plus récentes sur le continent européen comme en Asie centrale ou en Extrême-Orient : ainsi en 1954, la Crimée est-elle soustraite à la Russie pour être attribuée à l'Ukraine en commémoration du tricentenaire du traité d'union des deux Etats; en 1954-1955, la frontière qui sépare la Russie du Kazakhstan était remodelée et l'année suivante celui-ci cédait un territoire de 10000 km² à l'Ouzbékistan.

En révisant de la sorte le tracé des frontières intérieures de l'Union, le pouvoir soviétique tendait à les priver de tout contenu politique et à consacrer l'indivisibilité du territoire et de l'Etat soviétique. Car il faut bien avoir à l'esprit que le découpage territorial ne correspond absolument pas aux découpages ethniques.

Cette intention était délibérée de la part du pouvoir soviétique, de manière à éviter le réveil des nationalismes. Il ne se doutait sans doute pas qu'il engendrerait des situations qui possèdent tous les ingrédients pour être explosives.

2. LE RETOUR A LA RAISON APRES L'EUPHORIE DE L'INDEPENDANCE

21. L'INTEGRATION : UN MAL NECESSAIRE

211. La réalité quotidienne s'impose

Dès 1920, Staline disait : *«La Russie centrale, coeur de la révolution mondiale, ne peut pas tenir longtemps sans l'aide des régions frontalières qui disposent en abondance de matières premières, de ressources énergétiques et d'alimentation. »*

Il est donc certain que bon nombre de nouvelles républiques disposent de richesses considérables qui ne demandent qu'à être exploitées avec intelligence.

Au cours de ces dernières années, la compétition pour la palme de l'indépendance s'est considérablement ralentie. Le sentiment qu'une réintégration, en particulier des économies, est non seulement souhaitable mais nécessaire, est en train de prévaloir. Les Etats baltes constituent cependant une exception : nul dans la CEI ne s'attend à ce qu'ils rejoignent de leur plein gré une quelconque configuration post-soviétique.

La façon dont cette réintégration pourrait s'accomplir reste problématique, tant les efforts dans ce sens se sont révélés inefficaces à ce jour. La CEI n'a jamais été doté des pouvoirs nécessaires pour que les multiples décisions et lignes politiques adoptés soient appliquées.

Les conceptions différentes de l'indépendance constituent l'une des raisons majeures de l'échec persistant de cette intégration.

212. Les différentes tendances

Si tous les Etats successeurs de l'URSS s'accordent à reconnaître qu'aucun n'est capable de fonctionner indépendamment des autres, ils diffèrent sur le degré de souveraineté à préserver.

De ce point de vue, le Tadjikistan et l'Ukraine se situent à deux pôles diamétralement opposés. Le premier, compte tenu de son inaptitude à répondre aux critères de sécurité et de bien-être social de sa population serait prêt à revenir dans le giron de la Russie. A l'inverse, l'Ukraine espère, à juste titre, devenir un Etat important de l'Europe centrale en l'espace d'une génération. Cependant, elle a admis qu'à court terme la coopération avec la Russie était un préalable à sa survie et qu'une coopération à long terme améliorerait ses chances de développement économique.

Entre ces deux extrêmes, les autres Etats se répartissent, dans leur désir de souveraineté, en trois grands groupes : ceux qui se considèrent comme potentiellement souverains ; ceux qui espèrent atteindre la quasi-souveraineté, et ceux qui sont encore indécis quant à la définition de leurs intérêts nationaux.

Dressons un tour d'horizon de ces différents Etats.

22. LES REPUBLIQUES A HAUT POTENTIEL D'INDEPENDANCE

Trois Etats, outre l'Ukraine, ont la souveraineté totale comme objectif : le Turkménistan, l'Ouzbékistan, et l'Azerbaïdjan. Tous ont les ressources économiques nécessaires à leur survie et un accès, réel ou potentiel, au système mondial de transports, ce qui diminue leur dépendance à l'égard de la Russie. La plupart nourrissent l'espoir d'assurer leur sécurité. Dans ces circonstances, ils désirent ne faire partie que des organisations internationales qui assurent à leurs membres un statut d'égalité ou de quasi-égalité.

Mais on ne peut affirmer que tous accéderont facilement à une totale souveraineté ou que cela se fera avec une grande facilité.

221. Le Turkménistan

Le Turkménistan est riche en combustibles fossiles et même si, pour l'instant, il dépend de la bonne volonté, très aléatoire, de la Russie pour l'accès de ses produits au marché mondial, leur transit à travers l'Iran pourrait devenir une option viable d'ici une décennie.

Malgré l'absence d'une identité nationale moderne, l'existence d'une société traditionnelle ayant été capable de survivre à soixante-dix ans de régime soviétique pourrait servir de fondement à une identité nationale comparable à celle des riches petits Etats pétroliers du Golfe.

A la différence d'autres républiques ex-soviétiques, sa politique étrangère n'est pas dictée par l'hostilité envers la Russie mais par des préoccupations d'ordre économique. Elle cultive des contacts tous azimuts qui ne semblent pas inspirés par des préoccupations d'ordre idéologique, mais par la volonté de stabiliser et d'enrichir

le pays. A l'heure actuelle, les réalités économiques et géographiques ont pour résultat de privilégier l'Iran qui représente un débouché commercial viable.

Ainsi, depuis son indépendance, le Turkménistan a des relations distantes avec ses voisins d'Asie centrale : il ne s'est pas mêlé de la guerre au Tadjikistan, et n'a pas participé à la protection de la frontière tadjiko-afghane. Il est vrai que ses voisins ne sont pas de gros acheteurs de gaz, de pétrole ou de coton turkmènes, mais qu'ils sont, ou qu'ils pourraient devenir, des concurrents sur le marché régional ou international.

222. L'Ouzbékistan

L'Ouzbékistan n'est pas aussi riche que le Turkménistan, mais il dispose d'énormes gisements d'or (un quart des réserves de l'URSS). C'est l'un des premiers pays producteurs mondiaux de coton et il sera d'ici peu autosuffisant en électricité, pétrole et gaz naturel.

Il est aussi le pays le plus peuplé d'Asie centrale et a l'avantage de posséder une population homogène. Il y a une conscience nationale ouzbek très forte qui s'appuie sur une réalité géographique centrée sur un noyau solide et surtout sur une réalité historique, linguistique et culturelle.

Comme dans plusieurs républiques, le régime politique est la transposition du pouvoir antérieur. Il se compose d'anciens *apparatchiks* et donne la priorité au développement économique avant toute éventuelle ouverture démocratique.

Son enclavement et sa seule frontière avec l'Afghanistan le pénalisent en terme de commerce extérieur. En revanche, ses voies de communication intérieures sont parmi les meilleures de l'ex-URSS, ce qui est un atout pour surmonter un régionalisme chronique. Ces derniers temps, les experts occidentaux font de plus en plus état des succès de l'économie de l'Ouzbékistan comparée à celle des autres Etats de la CEI. Grâce à l'augmentation de son PIB et une relative bonne politique financière, le FMI, la BIRD et la BERD lui ont accordé d'importants crédits depuis 1995.

223. l'Azerbaïdjan

L'arrivée au pouvoir de Gueïdar Aliev en Juin 1993 a peut-être mis un frein au processus d'indépendance de l'Azerbaïdjan. Cet ancien *apparatchik*, chef du KGB local à l'époque soviétique, a rapidement évalué la situation et jugé que la guerre perdue contre l'Arménie avait considérablement fragilisé son pays.

En effet, organiser des élections, consolider des mécanismes démocratiques dans un pays qui n'a connu que la dictature, instaurer une économie de marché, mettre sur pied une armée avec des hommes plus idéalistes que militaires, en l'espace de peu de temps, tout en menant la guerre pour le Haut-Karabakh, ne pouvait que se solder par un échec.

Le retour au pouvoir de Aliev a été vécu comme un choc en Turquie, laquelle voyait dans l'Azerbaïdjan *la porte du Touran* « le grand pays de tous les turcs »

selon l'idéologie panturquiste, et avait placé de grands espoirs dans la manne pétrolière promise par M.Eltchibey . Dans la lutte d'influence entre l'Iran, la Turquie et la Russie, celle-ci venait de marquer un point très important.

Car Moscou n'a jamais caché qu'il voulait resté maître de cette région. Et un des premiers gestes de Aliev a été de signer l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la CEI, avant de résilier les contrats pétroliers avec les grandes compagnies, notamment américaines et de les renégocier avec d'autres. Le rôle joué par Aliev auprès des russes consisterait à récupérer les territoires perdus au profit de l'Arménie. Cette mise aux enchères du pétrole et cette apparente bienveillance de Gueïdar Aliev vis à vis de Moscou doivent se révéler payantes assez rapidement sinon le pays pourrait connaître de nouveaux soubresauts.

23. UN NOUVEAU « PACTE DE VARSOVIE »

La dépendance issue d'un arrangement du type « Pacte de Varsovie » conviendrait au Kazakhstan, au Kirghizstan, au Tadjikistan et à la Biélorussie.

A des degrés divers, ces Etats semblent tout autant gênés par le fardeau de leur indépendance qu'ils le sont à l'idée de la perdre. Ils cherchent à utiliser leur souveraineté comme un élément de marchandage afin d'obtenir des garanties internationales pour une sécurité qu'ils ne peuvent assurer autrement.

Ils se préparent donc à devenir des Etats « quasi-souverains ».

231. Le Kazakhstan

Le Kazakhstan a été la dernière république à proclamer son indépendance et la seule à l'avoir fait après la dissolution de l'URSS. Il est le plus vaste pays de l'Asie centrale. Mais c'est une créature artificielle de l'histoire, sans unité ni géographique ni humaine.

Potentiellement l'un des plus riches Etats successeurs de l'URSS, il est le seul où la nationalité titulaire est minoritaire. En effet, les Kazakhs ne représentent que 40% de la population, autant que les Russes. Cette dernière population est installée principalement dans les villes, où elle détient encore les principaux postes de l'administration et de l'armée et dans les anciennes « terres vierges » où s'étaient installés les agriculteurs venus de Russie à l'époque où Moscou prétendait en faire un nouvel eldorado agricole.

Cependant , compte tenu de leur croissance démographique, les Kazakhs formeront d'ici 10 ans la moitié de la population et il est possible qu'ils ne supporteront plus longtemps de voir tant de russes aux postes-clés auxquels ils sont obligés de parler russe, même si le Kazakh est théoriquement la langue officielle.

Tout le problème du Kazakhstan est de savoir comment il peut maintenir un équilibre relatif entre ces deux blocs de population. En cas d'échec, il est à craindre que l'Islam ne devienne l'instrument permettant d'affirmer leur identité culturelle.

L'une des quatre républiques industrielles de l'ex-URSS avec la Biélorussie, l'Ukraine et la Russie, le Kazakhstan a une économie inextricablement interdépendante de celle de la Russie. Aussi la rupture des liens a-t-elle provoqué un déclin important de son économie.

C'est la raison pour laquelle le président Nazarbaev veut restaurer les anciennes relations inter-républicaines. Dans cette logique, le Kazakhstan a privilégié fortement les intérêts russes dans l'exploitation des gisements de pétrole et de gaz de la mer Caspienne.

232. Le Kirghizstan

Souvent décrit comme une oasis de démocratie, grâce à son président, Askar Akaev, physicien qui fut l'ami de Sakharov, le Kirghizstan ambitionne de devenir « la Suisse de l'Asie centrale ». Il mène ses réformes tambour battant et s'appuie sur une importante aide financière occidentale (la plus forte par habitant de l'ex-URSS). « Bon élève » du FMI, le Kirghizstan a signé des accords de partenariat et de coopération avec l'Union Européenne.

Cette petite république montagnaise, château d'eau stratégique, est fragilisée par le clivage qui oppose le nord industriel et le sud rural. Elle est de surcroît, enclavée entre le Tadjikistan instable et deux puissances qui contestent ses frontières : l'Ouzbékistan fait pression sur la région d'Och peuplée à 30% d'Ouzbecks, et la Chine, qui tout en revendiquant une nouvelle démarcation, est plus préoccupée de pénétration économique.

En terme de ressources, le Kirghizstan dépend entièrement de la CEI aussi bien pour le pétrole que pour le gaz. Par contre, il est un grand producteur d'énergie hydroélectrique et espère développer son potentiel grâce aux investissements étrangers.

Mais les difficultés croissantes de l'économie ont poussé de plus en plus de paysans à cultiver le pavot. Le développement énorme de la production d'opium dans la république et dans la région, Tadjikistan et Afghanistan, inquiète les autorités qui n'ont pas les moyens efficaces de lutter contre ce processus. Pour certains observateurs et spécialistes de ces questions, la région est un nouveau « Triangle d'Or » et la république kirghize en passe de devenir une autre Colombie.

Pour toutes ses raisons, le président Akaev est favorable à tout projet d'intégration accrue qui peut lui être proposé. Il semble prêt à accorder à la Russie d'importantes concessions économiques et militaires en échange de combustibles à bon marché, d'investissements industriels créateurs d'emploi et de sécurité des frontières.

233. Le Tadjikistan

Le Tadjikistan- qui était l'une des républiques les plus pauvres à l'époque soviétique- est maintenant presque entièrement soutenu par l'aide extérieure, principalement russe. De fait, c'est la seule république post-soviétique à être restée dans la zone rouble. Les dirigeants Tadjiks sont d'autant plus favorables à une CEI forte qu'ils redoutent les ambitions territoriales de l'Ouzbékistan.

Le Tadjikistan est dans le même état de dépendance en ressources énergétiques que le Kirghizstan. Cependant, les tentatives pour attirer les investisseurs étrangers et développer sa capacité hydroélectrique ont échoué à cause du caractère instable du régime en place.

234. La Biélorussie

Le nom même de cette république slave « Russie blanche » témoigne d'une identité problématique par rapport à la Russie, identité qu'elle partage avec l'Ukraine. La Biélorussie était le maillon faible de ces deux républiques occidentales, malgré son statut de puissance nucléaire et son siège à l'ONU depuis 1945.

Elle n'a jamais existé en tant qu'Etat avant 1918. Tirillée entre les aires d'influence ukrainienne, polonaise et russe, champ de bataille germano-russe lors des deux conflits mondiaux- elle a perdu la moitié de sa population entre 1941 et 1945-, fortement russifiée, elle avait déjà une forte réputation de conservatisme et de docilité à l'époque soviétique. Tardive, la contestation s'y est développée sous l'effet de la catastrophe de Tchernobyl qui l'a davantage touchée que l'Ukraine (officiellement 1/5ème des terres biélorusses sont irradiées).

Après l'indépendance en Août 1991, la Biélorussie est restée dans le sillage de la Russie, acceptant sans résistance de renoncer à son statut nucléaire et de maintenir sur son territoire des bases et des troupes russes. Les débats ont tourné autour de la place de la Biélorussie dans la région : recentrage sur la CEI- dont elle est la capitale; association Baltique- mer Noire, etc...

Effet du traumatisme de Tchernobyl ou crainte de se retrouver en zone-tampon, Minsk s'est donné par la constitution de 1994 un statut de pays neutre et dénucléarisé. Neutralité que semblent toutefois contredire les accords bilatéraux signés avec Moscou sur la défense commune des frontières et de l'espace aérien...

La Biélorussie souffre de ce handicap, déjà mentionné pour d'autres Etats, d'être extrêmement dépendant vis à vis de la Russie sur les plans économique et énergétique. L'Union soviétique s'est construite économiquement dans une logique de division du travail, non d'autonomie régionale.

La Biélorussie a été orientée vers des industries de transformation fortement consommatrices d'énergie. Cette spécialisation qui ne s'est pas accompagnée du renouvellement suffisant d'un appareil productif largement dépassé a placé le pays dans une situation de dépendance totale vis à vis de la Russie en ce qui concerne ses approvisionnements énergétiques mais aussi par le fait que la Russie est le principal débouché de ses produits manufacturés. Cette réalité contribue à limiter fortement l'indépendance de cet Etat.

Une telle dépendance peut-elle remettre en cause l'indépendance de la Biélorussie? Cette perspective paraît peu probable : il suffit à la Russie de vassaliser la Biélorussie sans avoir à l'annexer. Ce processus déjà en marche s'effectue avec le consentement des deux parties : il devrait mener à une réintégration d'une Biélorussie théoriquement indépendante dans l'espace russe.

24. LES ETATS INDECIS

Ce sont la Géorgie, la Moldavie et l'Arménie.

Sous la pression du soutien militaire de Moscou aux forces sécessionnistes en Abkhazie et en Transnitrie, la très indépendantiste Géorgie a fini par adhérer à la CEI en décembre 1993 et à renforcer les accords bilatéraux de défense avec la Russie, tandis que la Moldavie, membre de la CEI dès sa formation, a dû renoncer à ses projets de rapprochement avec la Roumanie.

Le cas de l'Arménie est plus complexe. Farouchement nationaliste, l'Arménie a estimé devoir adhérer à la CEI, voire à une URSS reconstituée sous une forme plus souple, pour éviter d'être anéantie par les « Turcs » qui l'encerclent.

Cependant, depuis sa victoire sur l'Azerbaïdjan avec l'aide accessoire des sanctions américaines, elle se sent plus en sécurité. Comme elle continue malgré tout de se sentir vulnérable sur ses frontières avec la Turquie, elle a accepté de les défendre avec les Russes, tout en espérant adhérer à une institution de sécurité collective plus large, comme celle que pourrait devenir la CEI. Cependant, comme tous les autres Etats, elle aimerait savoir quelles garanties de sécurité la Russie offre réellement.

25. LES PAYS « IRRECUPERABLES »

L'Ukraine et les trois pays baltes ont ceci en commun qu'ils ont beau être très proches des Russes, ils ne désirent absolument pas remettre en question leur indépendance et ce aux prix de lourds sacrifices. Car tous ont en mémoire la façon dont le régime soviétique les a traités. Et cela, ils ne peuvent le pardonner.

Cependant, l'Ukraine diffère un peu des Etats baltes, dans la mesure où elle est prête, ou obligée, à faire des concessions en vue d'asseoir son indépendance.

Mais pour l'essentiel, on voit mal ce qui pourrait dans un avenir plus ou moins proche remettre en cause leur route vers une indépendance totale.

251. Les Etats baltes

Au moment de leur accession à l'indépendance à l'automne 1991, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie semblaient jouir d'une situation exceptionnelle qui permettait d'envisager leur avenir avec une relative sérénité.

Les déportations massives, les persécutions et les brimades consécutives à leur annexion par Staline en 1940, n'étaient pas venues à bout de la spécificité balte, dont les causes profondes peuvent être recherchées dans un héritage historique, culturel et religieux partagé avec les peuples de l'Europe nordique ou centrale.

La vigueur du réveil national et la gestion réfléchie de leur indépendance ont surpris. De plus, ils ont bénéficié d'un vif soutien de la part de l'ensemble de l'Occident, dû au fait que les puissances occidentales n'avaient jamais reconnu le rattachement des trois républiques à l'URSS à la suite du Pacte germano-soviétique.

A l'aube de l'époque post-soviétique, les trois nouveaux Etats disposaient de deux grands atouts. Le premier s'appelait... Boris Eltsine. Celui-ci, dans sa lutte contre Mikhaël Gorbatchev, soutenait le combat balte. Par contre, dès qu'il devint

chef de l'Etat russe, son comportement changea radicalement et durcit ses positions, notamment en ce qui concernait la protection des vingt-cinq millions de russes à l'extérieur des frontières.

Le second atout était la solidarité et la cohésion dont ont fait preuve les trois Etats baltes. Grâce à cela, Moscou a eu moins de prise dans ses tentatives de reprise en main de ces Etats. Cependant, cette solidarité ne semble pas devoir suffire pour contrecarrer le poids de la Russie en l'absence d'un lien substantiel de sécurité avec l'Occident.

Sur le plan économique, les situations divergent fortement. Si l'Estonie connaît une évolution convenable, avec un programme de privatisations cohérent et bien engagé, l'Estonie et la Lituanie n'en sont pas encore là. La première reste très tributaire de la Russie qui est son principal partenaire (27% des exportations et 36% des importations). La situation de la seconde est encore plus préoccupante. Le retour des communistes au pouvoir, en 1993, a stoppé les privatisations et mis un frein aux réformes libérales entreprises par le « père de l'indépendance » Vitautas Landsbergis.

Ces Etats partagent toutefois un grave souci commun, stratégique au sens le plus profond du terme : leur vulnérabilité à l'égard des livraisons de pétrole et de gaz naturel. Il est évident que le pouvoir russe, quel qu'il soit, dispose ainsi d'un moyen extrêmement puissant d'influence, sinon de chantage à l'égard des pays baltes.

Car, tous les trois ont des litiges potentiels avec la Russie. L'Estonie et la Lettonie ont entre 40% et 45% de population russe sur leur territoire. L'Estonie doit faire face à un risque de sécession de la région de Narva peuplée à 90% de Russes. La Lituanie, elle, est loin d'admettre la pérennité de la souveraineté russe sur l'enclave de Kaliningrad.

Les Etats baltes sont donc sur la corde raide à tout moment. Leur refus d'entrer dans la CEI reste un gage d'indépendance. Ils attendent beaucoup des puissances occidentales pour ne pas leur faire regretter ce choix.

252. L'Ukraine

L'Ukraine, appelée aussi « Petite Russie » a une identité affirmée et incarne le refus d'un retour à la centralisation supranationale. Ses relations avec la Russie n'en restent pas moins placées sous le signe de l'ambiguïté.

La période soviétique peut, du point de vue de la nation ukrainienne, prendre deux significations bien différentes. Ce fut le temps du génocide, lorsque la collectivisation forcée des terres engendra une famine dont périrent cinq à six millions d'Ukrainiens. Mais c'est aussi l'époque de la réunification des terres : récupération de terres sur la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie entre 1939 et 1945, cadeau de la Crimée en 1954.

Son étendue et la taille de sa population (comparables à la France), ses ressources naturelles, son économie agricole et industrielle diversifiée, ses ports internationaux et une frontière étendue avec l'Europe, son armée la plus importante et la mieux équipée de l'ex-URSS pouvaient laisser penser que cette puissance nucléaire et maritime serait la république la mieux à même d'assurer son indépendance. Du fait de tout cela, c'est cette république que Moscou a le plus cherché à maintenir dans son orbite.

Alors l'Ukraine hésite. En tant que membre associé à la CEI, l'Ukraine a le droit de suivre les processus en cours et de décider si elle entend y participer. Or, si elle devient membre à part entière de la CEI, elle y perdra son indépendance de fait et ne pourra plus agir comme un Etat souverain sur la scène internationale. Mais si elle quitte la CEI, il n'est pas exclu que la Russie ne la prive d'énergie et que, faute de pouvoir influencer sur les processus au sein de la CEI, elle ne devienne une zone-tampon entre un bloc pro-russe puissant et l'OTAN.

La seule façon pour elle d'assurer sa sécurité et de maintenir son indépendance serait alors de renoncer au statut de non-aligné qu'elle a pris et de rejoindre l'OTAN. Mais avant de prendre une telle décision, elle devra trouver des énergies de substitution et obtenir une aide de l'Occident beaucoup plus forte que celle dont elle bénéficie actuellement.

Car aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce pays ne « décolle » pas et, pire, connaît la stagnation économique. Un retour en arrière sur la législation en matière économique, la lenteur du processus de privatisation associée à son manque de cohérence, une politique monétaire inexistante privent l'Ukraine d'un essor indispensable à sa volonté d'indépendance.

Il est vrai que son économie était en grande partie axée sur le secteur militaire et l'industrie lourde. La rupture des liens économiques avec les autres Etats l'a donc touchée de plein fouet. L'augmentation de la facture énergétique présentée par la Russie a, elle aussi, contribué à la dégradation de la situation économique : l'Ukraine dépend en effet de celle-ci pour la quasi totalité de son approvisionnement en pétrole et pour 70% de celui en gaz.

Mais le retour aux anciennes méthodes et le laxisme de la politique monétaire n'ont certainement pas contribué à redresser la situation économique.

Ce tableau noir montre donc une Ukraine véritablement aux abois, contrainte de céder sur plusieurs points aux exigences de la Russie, et qui devra se reconstruire une image crédible aux yeux des bailleurs de fonds internationaux. Une lueur d'espoir, cependant : l'Ukraine devrait être le premier pays de la CEI admis par l'Union Européenne dans sa zone de libre-échange en 1998.

CONCLUSION

Ce tour d'horizon des républiques de l'ex-URSS a voulu montrer comment le « soufflé » de l'indépendance était en général vite retombé et combien ces nouveaux Etats ont pu mesurer le piège diabolique qu'avaient monté les communistes. Frontières aléatoires, mélange subtil des nationalités, interdépendance des économies, mixage de la population russe, tout était en place pour empêcher un accès à l'indépendance dans de bonnes conditions.

Tous ces pays qui veulent s'affranchir de la tutelle russe auront besoin de rechercher une aide extérieure : les puissances occidentales pour celles qui ont, soit une importance stratégique cruciale, soit des ressources non négligeables, ou des alliances locales en raison d'affinités religieuses ou ethniques. Pour les républiques qui n'ont pas la chance d'avoir une de ces qualités, il est clair qu'elles n'ont pas d'avenir hors du giron russe.

Et puis même si la Russie parvenait à récupérer la plupart de ses anciens satellites, faudrait-il s'en inquiéter? A l'aube du troisième millénaire où il semblerait que la Chine veuille y jouer un grand rôle, ne vaudrait-il pas mieux qu'il y ait entre elle et l'Europe, une nouvelle Union, rénovée et puissante, autour de la Russie?

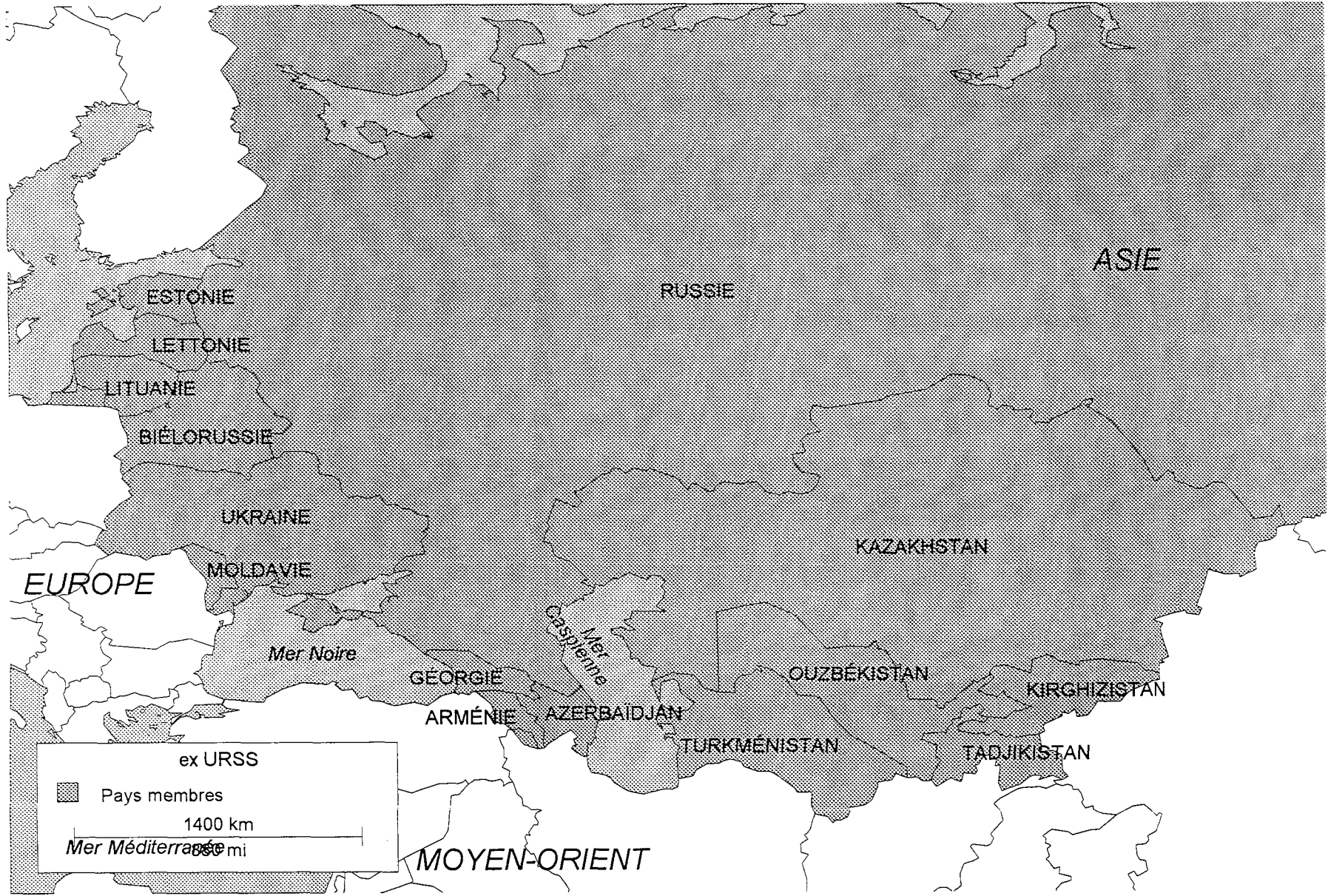
Malgré tout, les Européens ont quand même plus d'histoire et de civilisation communes, mis à part l'intermède communiste, avec la Russie qu'avec les peuples de l'Extrême-Orient.

La reconstitution d'un nouveau bloc pro-russe, s'il se bâtit sur le modèle européen, c'est-à-dire en préservant une certaine autonomie des Etats qui le composeraient, ne seraient pas forcément pire pour les populations.

La situation actuelle de certains Etats risque de déboucher sur une impasse et une plus grande misère. Avec tous les dérapages que ces situations de détresse engendrent parfois.

Bibliographie :

- Notes et études complémentaires : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie
- Politique internationale (été 1996)
- Relations internationales et stratégiques : vers un nouvel impérialisme russe?
- Histoire des peuples de l'ex-URSS par Henry BOGDAN (PERRIN)
- Après l'Union soviétique, les peuples de l'espace post-soviétique par Bohdan NAHAYLO (PUF)
- Le courrier des pays de l'Est : Asie centrale, Ukraine (avril 1994)
- Le Monde diplomatique : des Etats menacés, la CEI (février 1996)



ex URSS

■ Pays membres

1400 km

880 mi

Mer Méditerranée